Télétransmission en Sous-Préfecture de Lisieux
Accusé de réception en date du - 6 JUIL. 2021

COVAGE COTE FLEURIE

Société par actions simplifiée

7 rue Léopold Sedar Senghor

14 460 Colombelles

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

COVAGE COTE FLEURIE

Société par actions simplifiée

7 rue Léopold Sedar Senghor

14 460 Colombelles

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'associé unique de la société COVAGE COTE FLEURIE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COVAGE COTE FLEURIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Deloitte.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Deloitte.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Deloitte.

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 21 mai 2021

Le Commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Marc de Villartay

Marc de Villartay

Comptes annuels

Exercice : 01/01/2020 au 31/12/2020

COVAGE COTE FLEURIE
7 RUE LEOPOLD SEDAR SENGHOR 7-9 14460 COLOMBELLES
Code Siret : 52751208100011 - APE :6190Z

Sommaire

COMPTES ANNUELS

Bilan Actif 1
Bilan Passif 2
Compte de résultat 3
Compte de résultat 4

ANNEXES

Règles et méthodes comptables 5
Immobilisations 9
Amortissements 10
Provisions 11
Etat des stocks 12
Créances et dettes 13
Produits à recevoir 15
Charges à payer 16
Charges et produits constatés d'avance 17
Produits exceptionnels 18
Charges exceptionnelles 19
Composition du capital social 20
Variations des capitaux propres 21
Identité des sociétés mères consolidant la société 22
Crédit-bail 23
Information sur la fiscalité différée 24
Engagements retraites et pensions 25
Engagements Hors Bilan 26
Effectif moyen 28

BILAN ACTIF

	2020			2019
	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	5 168	4 417	751	1 499
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	50 038	14 163	35 874	47 142
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Total immobilisations incorporelles	*55 207*	*18 581*	*36 626*	*48 642*
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	18 781 308	8 551 048	10 230 259	8 743 313
Installations techniques, matériel et outillage industriels	581 737	239 173	342 563	199 961
Autres immobilisations corporelles	273 767	226 296	47 471	90 838
Immobilisations en cours	1 034 084		1 034 084	1 396 012
Avances et acomptes				
Total immobilisations corporelles	*20 670 897*	*9 016 518*	*11 654 378*	*10 430 125*
Immobilisations financières (2)				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	400 000		400 000	400 000
Total immobilisations financières	*400 000*		*400 000*	*400 000*
ACTIF IMMOBILISE	**21 126 104**	**9 035 099**	**12 091 005**	**10 878 767**
Stocks				
Matières premières, approvisionnements	113 888		113 888	
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Total des stocks	*113 888*		*113 888*	
Créances (3)				
Avances et acomptes versés sur commandes	52 351		52 351	
Clients et comptes rattachés	337 298	1 000	336 298	441 881
Autres créances	366 679		366 679	627 378
Capital souscrit et appelé, non versé				
Total des créances	*756 329*	*1 000*	*755 329*	*1 069 259*
Disponibilités et divers				
Valeurs mobilières dont actions propres :				
Disponibilités	86 060		86 060	18 871
Total disponibilités et divers	*86 060*		*86 060*	*18 871*
ACTIF CIRCULANT	**956 279**	**1 000**	**955 279**	**1 088 131**
Charges constatées d'avance				
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**22 082 384**	**9 036 099**	**13 046 284**	**11 966 899**

(1) dont droit au bail

(2) dont part à moins d'un an

(3) dont part à plus d'un an

© Invoke - Tableau annexe

BILAN PASSIF

		2020	2019
Capital social ou individuel Dont versé :	5 520 000	5 520 000	5 520 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		(12 055 048)	(11 135 455)
Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		**(741 024)**	**(919 593)**
Total situation nette		*(7 276 073)*	*(6 535 048)*
Subventions d'investissement		1 725 965	1 865 942
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		**(5 550 108)**	**(4 669 106)**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		240 750	
Provisions pour charges		52 393	39 115
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**293 143**	**39 115**
Dettes financières			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		6 088 152	6 416 347
Emprunts et dettes financières divers		9 970 000	7 715 000
Total dettes financières		*16 058 152*	*14 131 347*
Dettes d'exploitation			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		348 557	366 298
Dettes fiscales et sociales		35 964	65 977
Total dettes d'exploitation		*384 522*	*432 275*
Dettes diverses			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		780 583	977 483
Autres dettes		244 010	249 768
Total dettes diverses		*1 024 593*	*1 227 251*
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance		835 981	806 016
DETTES		**18 303 249**	**16 596 890**
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		**13 046 284**	**11 966 899**

© Invoke - Tableau annexe

COMPTE DE RESULTAT

	2020			2019
	France	Export	Total	
Vente de marchandises				
Production vendue : - biens				(4 350)
Production vendue : - services	1 047 026		1 047 026	1 033 544
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**1 047 026**		**1 047 026**	**1 029 194**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)			141 919	56 451
Autres produits (1) (11)			5 932	2
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (2)			**1 194 878**	**1 085 649**
Charges externes				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(113 888)	
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)			739 526	757 641
Total charges externes			*625 637*	*757 641*
Impôts, taxes et versements assimilés			**14 379**	**(397)**
Charges de personnel				
Salaires et traitements				
Charges sociales (10)				
Total charges de personnel				
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			633 098	878 583
Dotations aux provisions sur immobilisations			15 220	19 407
Dotations aux provisions sur actif circulant			1 000	
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Total dotations d'exploitation			*649 319*	*897 991*
Autres charges (12)			2 984	(6 213)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			**1 292 320**	**1 649 022**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**(97 441)**	**(563 372)**
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			7 000	4 000
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			**7 000**	**4 000**
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées (6)			500 432	500 899
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES			**500 432**	**500 899**
RESULTAT FINANCIER			**(493 432)**	**(496 899)**
RESULTAT COURANT			**(590 873)**	**(1 060 272)**

© Invoke - Tableau annexe

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

	2020	2019
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	91 516	140 678
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	**91 516**	**140 678**
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	917	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	240 750	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	**241 667**	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(150 151)**	**140 678**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	**1 293 394**	**1 230 327**
TOTAL DES CHARGES	**2 034 419**	**2 149 921**
BENEFICE ou PERTE	**(741 024)**	**(919 593)**

(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme
(2) Dont produits de locations immobilières
(2) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs
(3) Dont crédit-bail mobilier
(3) Dont crédit-bail immobilier
(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs
(5) Dont produits concernant les entreprises liées 7 000
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées 103 869
(6 bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général
(6 ter) Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes
(6 ter) Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles
(9) Dont transferts de charges
(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)

© Invoke - Tableau annexe

ANNEXES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

I - Faits caractéristiques de l'exercice

La société COVAGE COTE FLEURIE a été immatriculée au RCS de Nanterre le 25 août 2016. Siège transféré et enregistré au RCS de Lisieux le 04 novembre 2020 et clôture au 31 décembre 2020 son cinquième exercice.

Durant l'exercice, COVAGE COTE FLEURIE a poursuivi la commercialisation de son réseau.

Contrat de concession ayant une date début 07 juillet 2010 et une date de fin du 29 octobre 2040, sur le territoire de la Communauté de Communes Coeur Côte Fleurie.

Evénements significatifs :

En 2020, notre pays a subi une crise sanitaire d'une grande ampleur.
Face à cette situation sans précédent les équipes de Covage se sont mobilisées pour limiter son impact sur les projets.
Tout d'abord, Covage a fait évoluer son plan de continuité d'activité (le « PCA »), lequel décline l'ensemble des dispositions en vigueur afin de poursuivre au mieux ses missions essentielles au regard des perturbations de son activité opérationnelle.

En parallèle, Covage déploie ses meilleurs efforts pour assurer le bon fonctionnement des services sur chacun de ses territoires dont elle a la charge avec l'impératif impérieux de protéger la santé et la sécurité de ses collaborateurs et partenaires.

Le Groupe Covage n'a pas demandé de report de délai de paiement en matière sociale et fiscale. Cependant le groupe Covage a connu quelques tensions au niveau de trésorerie sans conséquence sur la capacité financière du Groupe. Le Groupe Covage a obtenu un PGE fin d'année 2020.

Par ailleurs les partenaires financiers de Covage maintiennent leur confiance dans le financement du déploiement des réseaux.

Les impacts dans les comptes 2020 ne sont pas significatifs.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté de comptes du 31 décembre 2020 reste appropriée et que les évènements intervenus ne remettent pas en cause l'évaluation des actifs.

II - Règles et méthodes comptables

1) Principes généraux

Le bilan avant répartition des résultats de l'exercice clos le 31/12/2020 présente un total de 13 046 284 €. Le compte de résultat de l'exercice dégage une perte 741 024 €. L'exercice a

une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels sont établis selon les principes, normes et méthodes comptables découlant du plan comptable général 2014 conformément au réglement ANC n° 2014-03, à l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs du Conseil national de la Comptabilité et du Comité de Règlementation Comptable

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'activité ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lors de la construction de l'infrastructure passive de télécommunications, celle-ci est en immobilisations encours.
A la date de mise en service du réseau, elle est inscrite en « immobilisations mises en concessions ».
Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement selon le mode linéaire sur la durée contractuelle ou résiduelle de la DSP.
Les immobilisations renouvelables sont amorties sur leur durée d'utilisation propre ou sur la durée résiduelle de la DSP.
Si le contrat prévoit des immobilisations non renouvelables celles-ci sont amorties soit sur leur durée d'utilisation propre, soit sur la durée résiduelle du contrat.

La provision pour renouvellement est constituée le cas échéant sur les immobilisations renouvelables du fait du maintien au niveau exigé par le service public, du potentiel productif. Cela vise en particulier les équipements permettant l'activation du réseau.

Dès lors que le réseau a été réceptionné, un test de perte de valeur des immobilisations mises en concession est réalisé de façon annuelle. Ce test vise à s'assurer que la valeur actuelle des immobilisations mises en concession demeure supérieure à la valeur nette comptable de celles-ci.
La valeur actuelle est déterminée à partir de l'estimation des flux de trésorerie futurs actualisés que la société s'attend à obtenir des immobilisations testées. Ce test n'a pas

conduit à la comptabilisation d'une dépréciation, en plus de l'amortissement linéaire, des immobilisations mises en concession.
Pour l'infrastructure passive de télécommunications, la durée d'amortissement retenue correspond à la durée de la concession.
Les travaux de raccordement sont inscrits en investissements au fur et à mesure qu'ils sont réalisés et sont amortis sur la durée résiduelle du contrat de concession, étant donné qu'ils représentent une mise en valeur de l'ensemble de l'infrastructure qui sera remise au concédant en fin de contrat.
Les entités en phase de déploiement procèdent à l'immobilisation des frais financiers engagés pour le financement de l'infrastructure.

3) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et évaluées au plus bas de leur valeur comptable et de leur valeur de marché. De fait compte tenu des procédures de cession appliquées en fin d'exercice, ces deux valeurs sont identiques.

4) Créances d'exploitation

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas à la clôture pour analyser le niveau de risque de non recouvrement. En fonction de cette appréciation, une provision est comptabilisée en cas de risque de non recouvrement.

5) Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable. Elles sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation née du risque.

6) Chiffre d'affaires

Les frais d'accès facturés aux clients sont inscrits en produits de l'exercice au cours duquel la prestation de raccordement est réalisée, en sus des prestations de services. Le prix de cette prestation est indépendant du coût des raccordements venant valoriser le réseau, et s'analyse comme un droit à raccordement, élément du prix de la prestation venant contribuer au financement des investissements réalisés au même titre que les locations de fibres ou services de bande passante.

Les prestations de services sont comptabilisées conformément aux différents contrats signés. La date de facturation appliquée correspond à la date de mise en service des différentes prestations.

Le produit de la vente des I.R.U. (Indeafisible Right of Use) est étalé sur la durée du contrat de location.

7) Résultat courant

Le résultat courant comprend le résultat de l'exploitation ainsi que les produits et les charges liés au financement des activités. Il ne prend pas en compte les éléments à caractère non récurrent tels que les coûts et provisions associés aux cessions d'actifs hors exploitation, les coûts de fermeture de sites et les charges de restructuration.

8) Subvention d'investissement

La subvention d'investissement fait l'objet d'une reprise au même rythme que l'amortissement des immobilisations mises en concession qu'elle a financées. Au passif du bilan, la subvention est présentée sous déduction des reprises. Au compte de résultat, les reprises de subventions d'investissement sont comptabilisées en produit. La société a décidé de comptabiliser ce produit en résultat d'exploitation afin que celui-ci intègre à la fois les effets de la dotation aux amortissements de l'immobilisation financée par les subventions d'investissement ainsi que les reprises de subventions d'investissement de l'exercice.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute début 2020	Augmentations	
		Réévaluations courant 2020	Acquisitions courant 2020
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement	5 168		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	58 749		
Total immobilisations incorporelles	**63 918**		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions :			
- Constructions sur sol propre			
- Constructions sur sol d'autrui	16 847 855		1 933 452
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	387 832		193 904
Autres immobilisations corporelles :			
- Installations générales, agencements, aménagements divers	267 229		
- Matériel de transport			
- Matériel de bureau et mobilier informatique	6 538		
- Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 396 012		
Avances et acomptes			
Total immobilisations corporelles	**18 905 468**		**2 127 357**
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	400 000		
Total immobilisations financières	**400 000**		
TOTAL GENERAL	**19 369 386**		**2 127 357**

	Diminutions		Valeur brute fin 2020	Valeur d'origine
	Virements courant 2020	Cessions courant 2020		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement			5 168	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 711		50 038	
Total immobilisations incorporelles	**8 711**		**55 207**	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui			18 781 308	
- Installations générales, agencements et amgt des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels			581 737	
Autres immobilisations corporelles :				
- Installations générales, agencements et amgt divers			267 229	
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier			6 538	
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	361 927		1 034 084	
Avances et acomptes				
Total immobilisations corporelles	**361 927**		**20 670 897**	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			400 000	
Total immobilisations financières			**400 000**	
TOTAL GENERAL	**370 638**		**21 126 104**	

© Invoke - Tableau annexe

AMORTISSEMENTS

Immobilisations amortissables	Montant début 2020	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2020
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et de dév.	3 669	747		4 417
Autres immobilisations incorporelles	11 606	2 556		14 163
Total immobilisations incorporelles	**15 276**	**3 304**		**18 581**
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions :				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	8 104 542	449 404	2 898	8 551 048
- Inst générales, agcemnts et aménagmt des const.				
Installations techniques, matériel et outillage indust.	191 749	47 424		239 173
Autres immobilisations corporelles :				
- Installations générales, agencements, amén. divers	174 778	46 114		220 893
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 272	1 130		5 402
- Emballages récupérables et divers				
Total immobilisations corporelles	**8 475 342**	**544 075**	**2 898**	**9 016 518**
TOTAL GENERAL	**8 490 618**	**547 379**	**2 898**	**9 035 099**

Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mvt net des amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissements							
Autres immobilisations incorporelles							
Total immobilisations incorporelles							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions :							
- Constructions sur sol propre							
- Constructions sur sol d'autrui							
- Inst gén., agcemnts et aménagmt des const.							
Inst techniques, matériels et outillages							
Autres immobilisations corporelles							
- Inst gén., agcemnt et aménagmt divers							
- Matériel de transport							
- Matériel de bureau et informatique mobilier							
- Emballages récupérables et divers							
Total immobilisations corporelles							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL non ventilé							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Montant début 2020	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant fin 2020
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

© Invoke - Tableau annexe

PROVISIONS

Nature des provisions	Montant au début 2020	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Utilisées au cours de l'ex	Diminutions : Non Utilisées au cours de l'ex	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin 2020
Provisions réglementées						
Provisions pour reconstitution des gisements						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30%						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions règlementées						
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour litiges						
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités		240 750				240 750
Provisions pour pertes de change						
Sous total provisions pour risques		*240 750*				*240 750*
Provisions pour pensions et obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations	39 115	15 220			1 941	52 393
Provisions pour gros entretien et grandes révisions						
Prov. pour charges soc. et fisc. sur congés à payer						
Sous total provisions pour charges	*39 115*	*15 220*			*1 941*	*52 393*
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**39 115**	**255 970**			**1 941**	**293 143**
Provisions pour dépréciation						
Sur immobilisations incorporelles						
Sur immobilisations corporelles	1 760 832				91 516	1 669 316
Sur immobilisations de titres mis en équivalence						
Sur immobilisations de titres de participation						
Sur autres immobilisations financières						
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients		1 000				1 000
Autres provisions dépréciations						
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	**1 760 832**	**1 000**			**91 516**	**1 670 316**
TOTAL GENERAL	**1 799 947**	**256 970**			**93 458**	**1 963 459**
Dont dotations et reprises d'exploitat		16 220			1 941	
Dont dotations et reprises financière						
Dont dotations et reprises exception		240 750			91 516	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice						

© Invoke - Tableau annexe

STOCKS

Nature des stocks	Valeur Brute	Provisions pour dépréciation	Valeur Nette	Valeur Nette N-1
TOTAL I				

	Valeur Brute	Prov. dépréciations	Valeur Nette	Valeur Nette N-1
TOTAL II				

	Valeur Brute	Prov. dépréciations	Valeur Nette	Valeur Nette N-1
TOTAL III				

TOTAL GENERAL				

© Invoke - Tableau annexe

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	N-1
Actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières	400 000		400 000	400 000
Total actif immobilisé	*400 000*		*400 000*	*400 000*
Actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	337 298	337 298		441 881
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	355 127	355 127		582 914
Autres impôts, taxes et versements assimilés				
Divers				5 571
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	11 552	11 552		38 893
Total actif circulant	*703 978*	*703 978*		*1 069 259*
Charges constatées d'avance				
TOTAL DES CREANCES	**1 103 978**	**703 978**	**400 000**	**1 469 259**
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés				

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans	N-1
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit					
- à un an maximum	6 088 152	6 088 152			6 416 347
- à + de un an					
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	9 970 000	9 970 000			7 715 000
Fournisseurs et comptes rattachés	348 557	348 557			366 298
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée	28 182	28 182			61 434
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés	7 782	7 782			4 543
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	780 583	780 583			977 483
Groupe et associés (2)					
Autres dettes	244 010	243 820		190	249 768
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	835 981	100 322	288 284	447 375	806 016
TOTAL DES DETTES	**18 303 249**	**17 567 400**	**288 284**	**447 565**	**16 596 890**
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		2 455 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		528 209			
(2) Montant des emprunts et dettes dus aux associés					

© Invoke - Tableau annexe

L'Emprunteur s'est engagé, conformément aux Conditions Particulières du Prêt contracté le 25 janvier 2011, à maintenir un ratio Annuel de Couverture de Service de la Dette d'au moins 115%. Au 31 décembre 2020 ce ratio n'est pas respecté.
Le non-respect de cet engagement permettrait au Prêteur de mettre en application les mêmes dispositions que celles prévues pour les cas de Défaut définis dans les Conditions Générales du Prêt, soit l'exigibilité anticipée du Prêt.
Des discussions sont en cours avec des banques pour mettre en place un refinancement bancaire du prêt actuel, c'est pourquoi la négociation d'un waiver n'est pas prévue car le sujet sera alors caduque.

PRODUITS À RECEVOIR

Produits à recevoir	2020	2019
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Total immobilisations financières		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés	14 004	211 302
Autres créances		5 571
Total créances	*14 004*	*216 873*
Disponibilités et divers		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total disponibilités et divers		
Autres		
Total autres		
TOTAL	**14 004**	**216 873**

© Invoke - Tableau annexe

CHARGES A PAYER

Nature des charges	2020	2019
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		305
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Total dettes financières		*305*
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	348 557	298 315
Dettes fiscales et sociales	7 782	4 543
Total dettes d'exploitation	*356 339*	*302 858*
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	307 465	931 641
Autres dettes		
Total dettes diverses	*307 465*	*931 641*
Autres		
Total autres dettes		
TOTAL	**663 805**	**1 234 806**

© Invoke - Tableau annexe

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Nature des charges	2020	2019
Charges d'exploitation :		
Total charges d'exploitation		
Charges financières :		
Total charges financières		
Charges exceptionnelles :		
Total charges exceptionnelles		
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		
Comparatif BILAN (Bilan Actif : 2050 rubrique CH)		

Nature des produits	2020	2019
Produits d'exploitation :	835 981	806 016
Total produits d'exploitation	*835 981*	*806 016*
Produits financiers :		
Total produits financiers		
Produits exceptionnels :		
Total produits exceptionnels		
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	**835 981**	**806 016**
Comparatif BILAN (Bilan Passif : 2051 rubrique EB)	**835 981**	**806 016**

TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	**(835 981)**	**(806 016)**

© Invoke - Tableau annexe

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Nature des produits	2020	2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Dédits et pénalités perçus sur achats et ventes		
Libéralités reçues		
Rentrées sur créances amorties		
Subventions d'équilibre		
Dégrèvements d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices)		
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Total produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits sur exercices antérieurs		
Produits des cessions d'éléments d'actif		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Immobilisations financières		
Autres éléments d'actif (sauf stocks et valeurs mobilières)		
Total produits des cessions d'éléments d'actif		
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat		
Autres produits exceptionnels		
Bonis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Bonis provenant de rachat ou de ventes de titres propres		
Produits exceptionnels divers		
Total autres produits exceptionnels		
Autres		
Total autres		
Reprises sur provisions et transferts de charges	**91 516**	**140 678**
TOTAL	**91 516**	**140 678**

© Invoke - Tableau annexe

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Nature des charges	2020	2019
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Pénalités sur marchés	760	
Pénalités et amendes fiscales et pénales	156	
Dons, libéralités		
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice		
Subventions accordées		
Rappels d'impôts		
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Total charges exceptionnelles sur opérations de gestion	*917*	
Charges sur exercices antérieurs		
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Immobilisations financières		
Autres éléments d'actif (sauf stocks et valeurs mobilières)		
Total valeurs comptables des éléments d'actifs cédés		
Autres charges exceptionnelles		
Malis provenant de clauses d'indexation		
Lots		
Malis provenant du rachat de titres propres		
Charges exceptionnelles diverses		
Total autres charges exceptionnelles		
Autres		
Total autres		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	**240 750**	
Total des charges exceptionnelles	**241 667**	

© Invoke - Tableau annexe

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Total	Valeur nominale
	Clôture N-1	créés pendant l'exercice N	remboursés pendant l'exercice N		
Actions ordinaires	368 000			368 000	15,00
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					
Total	**368 000**			**368 000**	

© Invoke - Tableau annexe

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	01/01/2020	Augmentation de capital	Diminution de capital	Affectation résultat N-1	Autres mouvements	Résultat N	31/12/2020
Capital en nombre d'actions	368 000						368 000
Valeur nominale	15						15
Capital social ou individuel	5 520 000						5 520 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...							
Ecarts de réévaluation							
Réserve légale							
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	(11 135 455)			(919 593)			(12 055 048)
Résultat de l'exercice	(919 593)			919 593		(741 024)	(741 024)
Subventions d'investissement	1 865 942				(139 977)		1 725 965
Provisions règlementées							
Dividendes versés							
Total capitaux propres	**(4 669 106)**				**(139 977)**	**(741 024)**	**(5 550 108)**

© Invoke - Tableau annexe

IDENTITÉ DES SOCIÉTÉS MÈRES CONSOLIDANT

LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

Forme Juridique	Désignation de l'entreprise et adresse du siège social	Pourcentage détenu
SAS	XP Fibre Holding (ex SFR FTTH Network Holding) -124 boulevard de Verdun -92400 Courbevoie	100%

© Invoke - Tableau annexe

CRÉDIT BAIL

Immobilisations en crédit-bail	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL				

Engagements de crédit-bail	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, ...							
Autres immobilisations corporelles							
Immobilisations en cours							
Autres immobilisations incorporelles en cours							
TOTAL							

© Invoke - Tableau annexe

Information sur la fiscalité différée

La société fait partie, depuis le 01/01/2017, du groupe d'intégration fiscale dont la tête de groupe est COVAGE SAS.

Au 31/12/2020 : le montant du déficit reportable utilisable au niveau individuel s'élève à 98 k€. Le déficit fiscal de la société utilisé, depuis son entrée, par le groupe d'intégration fiscale, s'élève à 3 838 K€.

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS RETRAITES ET INDEMNITÉS ASSIMILÉES

Catégories d'engagement	Indemintés de départ à la retraite Au profit de			Médailles du travail Au profit de			TOTAL
	dirigeants	autres	provisions	dirigeants	autres	provisions	
Pensions et indemnités assimilées							
Compléments de retraite pour personnel en activité							
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel a la retraite							
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel en activité							
Autres :							
TOTAL							

Notes

Les hypothèses actuarielles sont les suivantes :

© Invoke - Tableau annexe

Engagement hors bilan

Garanties sur le contrat de prêt Auxifip

Dans le cadre du contrat de prêt destiné à financer partiellement les travaux de premier établissement du réseau de communications électroniques à haut et très haut débit sur le territoire de la Communauté de Communes de Cœur Côte Fleurie, plusieurs garanties ont été mises en place :

Cession de créances professionnelles, à titre de garantie, conformément aux articles L.313-23 à L.313- 35 du Code monétaire et financier, par la société Covage Côte Fleurie au profit du prêteur des créances relatives aux indemnités de résiliation de la Délégation de Service Public pour quelque cause que ce soit. En application de l'article L.313-28 du Code monétaire et financier, Auxifip notifiera à la Communauté de Communes Cœur Côte Fleurie la cession de créances ;

Cession de créances professionnelles à titre de garantie, conformément aux articles L.313-23 à L.313- 35 du Code monétaire et financier, par la société Covage Côte Fleurie au profit du prêteur des créances relatives aux indemnités dues par la société Tutor au titre du contrat de conception-réalisation ;

Cession de créances professionnelles à titre de garantie, conformément aux articles L.313-23 à L.313- 35 du Code monétaire et financier, par la société Covage Côte Fleurie au profit du prêteur des créances relatives aux indemnités dues par la société Tutor au titre du contrat d'exploitation-maintenance ;

Caution solidaire apportée par la société Tutor SA à hauteur de 700 000 € en phase de construction et de 300 000 € en phase d'exploitation sur les sommes dues par la société Covage Côte Fleurie au titre du contrat de prêt ;

Nantissement du solde des comptes bancaires, y compris comptes d'exploitation, de la société Covage Côte Fleurie sur lesquels seront notamment versées les recettes d'exploitation perçues ;

Nantissement au profit du prêteur de l'intégralité des actions de la société Covage Côte Fleurie, en 1er rang et sans concurrence, le nantissement faisant l'objet d'un acte séparé signé concomitamment au contrat. Il devra avoir été préalablement autorisé par une décision des actionnaires de l'emprunteur agréant la cession desdites actions au profit du prêteur en cas de réalisation du nantissement ;

Autre engagements de Tutor SA

En complément aux garanties apportées dans le cadre du contrat de prêt destiné à financer partiellement les travaux de premier établissement de la Délégation de Service Public, la société Tutor SA s'est engagée :

- A maintenir sa participation, en capital et en droits de vote, au capital de la société Covage Côte Fleurie pendant toute la durée du contrat de prêt. Toute demande de modification fera l'objet d'un accord préalable du prêteur au regard de la qualité du nouvel actionnaire ;

- A apporter à la société Covage Côte Fleurie un apport d'un montant minimum de fonds propres de 3 350 000 € ;

- A apporter des fonds propres complémentaires si le ratio annuel de couverture du service de la dette (RCSD) devient inférieur à 115 % ;

- A apporter à sa filiale, la société Covage Côte Fleurie, un soutien technique et financier en cas de nécessité et ce, jusqu'au terme de la Délégation de Service Public

Engagements hors bilan reçus, liés aux garanties de déploiement et d'exploitation

Entité à l'origine de l'engagement	**Montant**	**Engagement donnée à**	**Commentaires**	**Engagement pris par**
Covage Côte Fleurie	100 000	Banque garant	Contre-garantie de la garantie d'exploitation émise au bénéficie du délégant	Covage Côte Fleurie

EFFECTIF MOYEN

Catégories	Effectif moyen salarié	
	2020	2019
Cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Autres :		
TOTAL		

© Invoke - Tableau annexe